

## JAPON

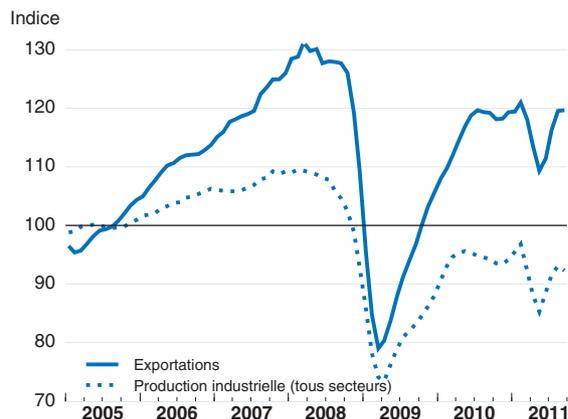
Après la forte contraction observée immédiatement après le grand tremblement de terre dans l'est du Japon qui s'est produit en mars 2011, l'activité économique a amorcé un rebond en mai 2011. Les dépenses publiques et privées engagées pour financer la reconstruction vont jouer le rôle de moteurs de la reprise jusqu'au milieu de 2012 et porter la croissance à 2 % pour l'année. Lorsque l'effet des dépenses publiques de reconstruction va commencer à se dissiper, l'expansion sera étayée, pendant toute l'année 2013, par une accélération de la croissance des exportations qui améliorera les conditions sur le marché du travail et stimulera la consommation privée. Compte tenu de l'ampleur de l'écart de production, les pressions déflationnistes devraient persister en 2013, le taux de chômage demeurant au dessus de son niveau d'avant la crise de 2008.

**La reprise se poursuit, quoiqu'à un rythme plus lent,...**

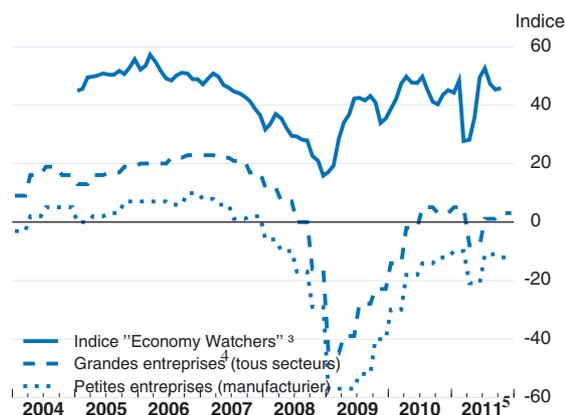
L'activité économique reprend depuis le grand tremblement de terre dans l'Est du Japon de mars 2011, qui aura été la plus grave catastrophe de l'après-guerre subie par le pays. Malgré les pénuries d'électricité et les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, la production industrielle a rebondi pour atteindre 8 % de son niveau record d'avant le séisme. Pourtant, après une phase d'accélération, le rythme de la reprise commence à présent à ralentir. En outre, le regain de confiance perceptible à travers certains indicateurs s'est inversé, victime des inquiétudes qui se font jour à propos de la vigueur de l'économie mondiale et de l'appréciation du yen, lequel a gagné 7 % en termes effectifs depuis le mois de mai.

### Japon

**Les exportations et la production industrielle ont rebondi**  
Indices en volume, 2005=100<sup>1</sup>



**La confiance montre des signes de vacillement?**



1. Les données désaisonnalisées à la source sont des moyennes mobiles sur trois mois de la production industrielle et des exportations.
2. Indice de diffusion des conditions « favorables » moins « non favorables ».
3. Une enquête sur les travailleurs, tels que des chauffeurs de taxi ou bien des commis de magasin, dont les emplois sont sensibles aux fluctuations de l'économie.
4. Les grandes entreprises sont capitalisées à hauteur d'un milliard de yens ou plus et les petites entreprises entre 20 millions et 100 millions de yens.
5. Excepté l'indice observateurs de l'économie pour lequel aucune estimation existe, les valeurs d'octobre à décembre 2011 sont des estimations faites par les compagnies en septembre 2011.

Source : Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ; Banque du Japon ; Office du Cabinet.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932543526>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2009	2010	2011	2012	2013
Emploi <sup>1</sup>	-1.6	-0.4	-0.1	-0.4	-0.4
Taux de chômage <sup>1,2</sup>	5.1	5.1	4.6	4.5	4.4
Rémunération des salariés	-4.2	0.8	0.2	0.7	0.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.2	-3.1	0.5	-1.3	-0.6
Revenu disponible des ménages	-1.2	1.2	0.0	-0.2	0.9
Déflateur du PIB	-0.4	-2.2	-2.0	-0.7	-0.3
Indice des prix à la consommation <sup>3</sup>	-1.3	-0.7	-0.3	-0.6	-0.3
IPC sous-jacent <sup>4</sup>	-0.6	-1.2	-0.8	-0.6	-0.3
Déflateur de la consommation privée	-2.1	-1.6	-1.0	-0.9	-0.4

1. Entre mars et août 2011, les données publiées se référant au marché du travail excluent les zones dévastées par le tremblement de terre et par le tsunami. Par contre, les prévisions sont faites au niveau national.

2. En pourcentage de la population active.

3. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

4. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

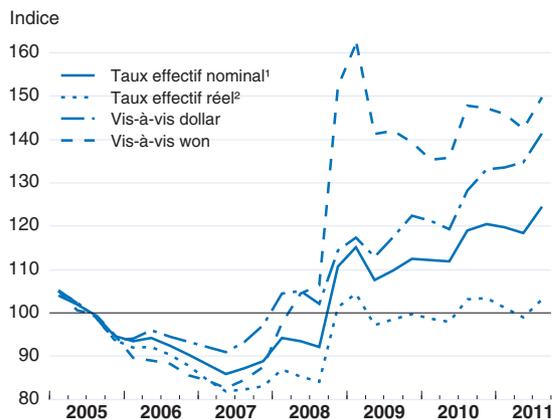
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544818>

... tirée par les dépenses  
publiques et privées  
allouées à la reconstruction

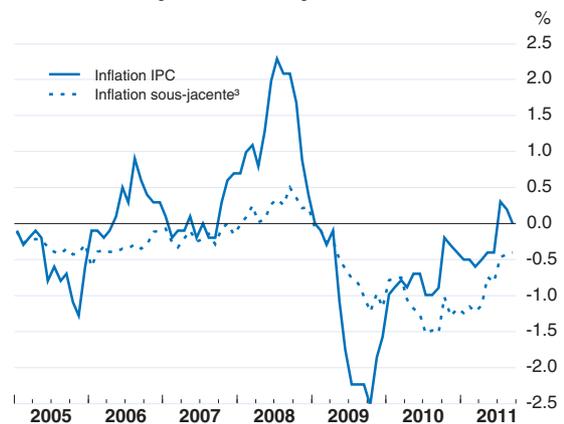
Le gouvernement projette de consacrer au total quelque 19 000 milliards de yens (soit environ 4 % du PIB), au cours des cinq prochaines années, à la reconstruction après la catastrophe qui a causé des dommages officiellement estimés à quelque 3½ pour cent du PIB. En dehors des deux trains de mesures déjà adoptés par la Diète, se chiffrant au total à 6 000 milliards de yens, il a approuvé un troisième train de mesures représentant environ 9 000 milliards de yens (dont 2 000 milliards de yens serviront à financer la réaction aux effets de l'appréciation du yen). Les dépenses publiques, concentrées sur le secteur des infrastructures, sont complétées par les investissements productif et

## Japon

**Le yen s'est apprécié vis-à-vis de la plupart des devises**  
Indices 2005=100



**L'inflation sous-jacente demeure en zone négative**  
Pourcentage de variation en glissement annuel



1. Pondéré par le commerce, vis-à-vis de 41 partenaires commerciaux.

2. Déflaté par les indices des prix à la consommation.

3. Correspond à la définition de l'inflation sous-jacente de l'OCDE, qui exclut l'alimentation et l'énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932543545>

## Japon : Indicateurs financiers

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux d'épargne des ménages <sup>1</sup>	5.0	6.2	7.3	6.7	6.6
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-8.7	-7.8	-8.9	-8.9	-9.5
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	194.1	200.0	211.7	219.1	226.8
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	2.8	3.6	2.2	2.2	2.4
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	1.3	1.1	1.1	1.4	2.1

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Certificats de dépôt de 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544837>

résidentiel destinés à reconstituer le capital fixe des entreprises privées ainsi que le parc de logements.

**Le déficit budgétaire des administrations publiques devrait demeurer équivalent à environ 9½ pour cent du PIB**

Le troisième train de mesures en faveur de la reconstruction sera dans un premier temps financé par des obligations de reconstruction, qui seront remboursées grâce à des hausses d'impôt temporaires, dont la plupart commenceront à être mises en place en 2013 et pourront éventuellement rester en vigueur pendant une durée de 25 ans. Les

## Japon : Demande et production

	2010	2011	2012	2013	Quatrième trimestre		
					2011	2012	2013
	Prix courants trillion de ¥				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2000)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	479.2	-0.3	2.0	1.6	0.8	1.7	1.6
Consommation privée	280.8	-0.2	1.3	1.3	0.8	1.0	1.5
Consommation publique	96.0	2.3	0.2	-0.1	1.7	0.0	-0.3
Formation brute de capital fixe	98.4	-0.3	5.4	3.7	1.8	5.3	3.4
Secteur public <sup>1</sup>	20.1	-5.5	8.5	-4.2	3.6	6.4	-7.5
Secteur privé : résidentiel	12.7	6.0	7.7	5.0	7.2	6.2	4.2
Secteur privé : autres	65.6	0.1	4.0	5.8	0.3	4.8	6.5
Demande intérieure finale	475.2	0.3	1.9	1.5	1.2	1.7	1.5
Variation des stocks <sup>2</sup>	- 1.5	0.1	0.2	0.0			
Demande intérieure totale	473.7	0.4	2.1	1.5	1.4	1.7	1.5
Exportations de biens et services	72.9	1.0	5.0	6.0	2.1	4.4	7.0
Importations de biens et services	67.4	5.7	5.2	5.4	6.2	4.5	6.2
Exportations nettes <sup>2</sup>	5.5	-0.7	-0.1	0.0			

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>). Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544856>

## Japon : Indicateurs extérieurs

	2009	2010	2011	2012	2013
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	637.7	832.3	904.8	975	1 040
Importations de biens et services	621.9	769.9	954.4	1 030	1 086
Balance commerciale	15.7	62.4	- 49.6	- 55	- 46
Solde des invisibles	126.9	133.7	179.7	191	199
Balance des opérations courantes	142.6	196.1	130.0	136	153
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	- 23.9	24.1	1.0	5.0	6.0
Importations de biens et services en volume	- 15.3	9.8	5.7	5.2	5.4
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 16.8	7.6	- 6.1	- 1.6	- 2.7
Termes de l'échange	13.1	- 6.6	- 8.2	0.0	0.6

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544875>

relèvements des impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés seront les principales sources de recettes supplémentaires. D'autres types de dépense publique seront endigués en 2012-13 en vertu du plan budgétaire à moyen terme sur trois ans annoncé en août 2011. L'objectif est de réduire de moitié, d'ici à l'exercice 2015, le déficit budgétaire primaire des administrations centrale et locales, de dégager un solde primaire excédentaire et de stabiliser le ratio d'endettement public d'ici à l'exercice 2020, objectif primordial pour assurer la viabilité budgétaire. Pour qu'il puisse être atteint, les dépenses de l'administration centrale (hors remboursement du capital et des intérêts de la dette) et les émissions d'obligations d'État conventionnelles ne devront pas excéder les niveaux de départ de l'exercice 2011. Et même si ces limites sont respectées, le déficit budgétaire demeurera équivalent à environ 9½ pour cent du PIB (hors facteurs exceptionnels) en 2013. La dette publique brute devrait en conséquence avoisiner 230 % du PIB en 2013, entraînant les finances publiques du Japon encore plus loin vers des profondeurs inexplorées.

### Le Japon a pris d'autres mesures pour accompagner la reprise

La Banque du Japon a maintenu son taux d'intérêt directeur à un niveau quasiment nul, tout en prenant des mesures quantitatives au lendemain de la catastrophe survenue en mars et dans le contexte d'appréciation du yen qui prévaut depuis le milieu de 2011. Elle a mobilisé, au bénéfice de l'opération d'apport de liquidités consistant à prêter de l'argent aux établissements financiers au taux directeur, une enveloppe supplémentaire de 5 000 milliards de yens portant le montant total de l'opération à 35 000 milliards de yens (soit 7 % du PIB). Elle a en outre décidé d'octroyer progressivement une rallonge pour son programme d'achat d'actifs dont le montant fixé à 5 000 milliards de yens, lorsqu'il a été adopté en octobre 2010, sera porté à 20 000 milliards de yens d'ici à octobre 2011 (soit 4 % du PIB). L'indice des prix à la consommation sous-jacent (hors produits alimentaires et énergie) a néanmoins baissé de

0.4 % au troisième trimestre de 2011 (en glissement annuel). Les autorités sont également intervenues unilatéralement sur le marché des changes en août et en octobre.

**L'expansion devrait se poursuivre jusqu'en 2013...**

La production devrait progresser de 2 % en 2012, étayée par les dépenses publiques et privées consacrées à la reconstruction. A mesure que la contribution de l'investissement public à la croissance va faiblir, le rythme de l'expansion devrait ralentir. On peut toutefois penser que les investissements productif et résidentiel vont favoriser la poursuite du mouvement de reprise jusqu'en 2013. Par ailleurs, le redressement du commerce mondial en 2012-13 stimulera les exportations japonaises. Les pressions déflationnistes risquent cependant de continuer à freiner la croissance pendant toute l'année 2013.

**... même si les menaces sont nombreuses, tant sur le plan interne qu'externe**

An lendemain de l'accident de Fukushima, la plupart des centrales nucléaires du Japon, qui fournissaient au pays près d'un tiers de son électricité, ont été fermées pour des contrôles de sécurité. Les délais de réouverture de ces centrales – ou de mobilisation de sources d'énergie alternatives – pourraient constituer une entrave à la croissance de la production. De plus, le délai qui sera nécessaire à l'assainissement des finances publiques et la poursuite de la hausse du ratio d'endettement public aggravent le risque d'une montée des taux d'intérêt à long terme. Enfin, le risque d'une détérioration marquée de la situation de l'économie mondiale fait planer une lourde incertitude sur les prévisions.

**Orientations politiques à suivre en cas de risques négatifs**

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance.

- Les dépenses consacrées à la reconstruction, qui représenteront environ 4 % du PIB pendant cinq ans, aggravent encore la situation budgétaire du Japon à court terme. Avec un déficit budgétaire de 9½ pour cent du PIB en 2012-2013 (hors facteurs exceptionnels) et un endettement public brut censé grimper jusqu'à atteindre près de 230 % du PIB, le Japon ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour prendre les mesures budgétaires supplémentaires que nécessiterait un nouvel affaiblissement de l'activité économique et, dans cette hypothèse, il lui faudrait neutraliser, au moins partiellement, l'action des stabilisateurs automatiques qui, quoiqu'il en soit, est relativement discrète.
- L'adoption d'un plan d'assainissement budgétaire détaillé et crédible, destiné à permettre de respecter l'objectif du gouvernement consistant à dégager un solde primaire excédentaire et à stabiliser le ratio d'endettement public d'ici à l'exercice 2020, est dès lors une priorité absolue. Compte tenu de l'ampleur de la détérioration de la situation budgétaire et de la durée de la phase d'assainissement qui se profile, l'amélioration du cadre de la politique budgétaire serait de nature à

contribuer à conforter la confiance dans ce plan. Les principales réformes devraient notamment viser à créer un organe d'évaluation de la situation budgétaire qui soit impartial, indépendant du processus de formulation de l'action gouvernementale et à même d'offrir un socle juridique plus solide pour la fixation d'objectifs à moyen et long terme.

- En dehors du maintien d'une politique de taux d'intérêt virtuellement nuls annoncé, la Banque du Japon devrait prolonger son opération spéciale d'apport de liquidités et son programme d'achat d'actifs. Il conviendrait d'élargir la portée de ces mesures quantitatives pour pouvoir faire face à toute inflexion éventuelle de l'activité économique, et ainsi contribuer à mettre définitivement fin à plus de dix ans de déflation.
- Promouvoir l'intégration du Japon dans l'économie mondiale serait un moyen de donner un coup de fouet à la croissance. Lever les obstacles aux importations et aux entrées de capitaux et de main-d'œuvre, conformément à la nouvelle stratégie de croissance, est donc une priorité de premier plan. Les réformes, accompagnées d'une réduction du soutien intense apporté au secteur agricole, faciliteraient la participation du Japon au Partenariat trans-pacifique ainsi que la conclusion d'accords de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux.
- Outre qu'elle peut procurer des recettes utiles pour l'assainissement des finances publiques, la réforme fiscale est une priorité pour favoriser la croissance économique. Elle devrait viser à élargir l'assiette des impôts directs et à abaisser les taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Les impôts sur la consommation, qui ont un impact négatif moindre sur la croissance que d'autres types d'impôts, devraient représenter la principale source de recettes supplémentaires. Quant aux taxes environnementales, elles ont également un rôle à jouer, y compris au service de la promotion de la croissance verte.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-2-4-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-4-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).